

Zeitschrift: Le messenger suisse : revue des communautés suisses de langue française
Herausgeber: Le messenger suisse
Band: 33 (1987)
Heft: 9

Artikel: Grande salle du Casino de Berne : jeudi 27 août 1987 : Conférence des ambassadeurs (1987)
Autor: Ziegler, François de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-848405>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Grande Salle du Casino de Berne
Jeudi 27 août 1987
Conférence des Ambassadeurs
(1987)

En exclusivité pour le Messenger Suisse

C'est le triste privilège de l'âge qui - après avoir longtemps joué en sens inverse - me vaut ce soir l'honneur, Monsieur le Président de la Confédération, de vous adresser ce remerciement au nom de mes collègues qui ont franchi ou franchiront cette année-ci la ligne irréversible. Avec ces derniers passagers tombés à la mer, ç'en est donc fini de ce qui fut l'ancien Département. Vous aurez relevé que je n'ai pas parlé du « bon vieux » Département, parce que, mis à part les bouteilles, les bois ou les timbres-poste, la valeur n'est pas nécessairement liée au nombre des années. Quant à la jeunesse, notion relative, transitoire et fugitive s'il en est, elle n'est l'apanage à vie d'aucune génération et la vague qui s'est un jour crue nouvelle, une plus nouvelle encore la recouvrira tôt ou tard.

Je n'ai donc pas la moindre intention de rouvrir ici la querelle des Anciens et des Modernes -étant au surplus un adversaire déterminé de la lutte des classes -, ni me faire le laudateur nostalgique du temps passé - ayant pour habitude de voyager sur la banquette - avant. Mais j'ai cependant à cœur, à l'occasion de ces départs, d'évoquer en peu de mots ce qu'a été le Département alors politique.

Nos premières années furent marquées du signe de l'austérité. Mais, qui se souvient encore de ces temps de vaches maigres mais glorieuses. Le sentiment, ou la prétention, que nous avions d'appartenir à un grand corps de l'Etat nous préservait de comparaisons par trop décourageantes avec les avantages miroitants de la haute conjoncture. Pour en mesurer l'écart il nous aurait d'ailleurs fallu des télescopes en égard aux années-lumière qui nous en séparaient. Pourtant nous louchions assez peu vers ces altitudes. Les déserteurs furent rares, dissimulés et rapidement devenus inconsolables. Faut-il croire que cette discipline nous convenait, qui nous faisait accepter sans révolte ni récrimination les autres servitudes du service, les transferts dérangeants, ou trop lointains ou trop proches. Mais le secret, on devrait même dire le mystère, qui entouraient ces opérations sauegardaient notre croyance dans une justice immanente pas trop lente à venir. Enfin, ce Département-là, que l'on jugeait du dehors imbu de préjugés, était seulement respectueux d'un certain style de vie, de langage et de manières, qui, aujourd'hui, un peu partout dans le monde, court un si grand danger.

Lorsque nous sommes entrés dans ce service, qui avait davantage l'allure d'une grande Maison que d'une banale administration, la guerre venait à peine de s'achever. Derrière elle, un cortège de désastres humains, matériels et partant, politiques révélait dans l'horreur des dimensions insoupçonnées même par les plus pessimistes, tandis que nous avions tout-à-coup le sentiment de nous trouver sur un continent rétréci, cruellement mais fautivement dépossédé de sa primauté ancestrale : se trouvaient ainsi réunies toutes les raisons d'appréhender le pire. Mais, à vingt-trois ans l'espoir prend naturellement et vite le dessus, étant, comme on l'a dit, la revanche instinctive de l'être sur les prévisions trop décourageantes de l'intellect. - Mais, toute réflexion faite, ce fut peut-être un avantage, une de ces attentions délicates de l'Histoire, un clin d'œil de la fortune de voir coïncider le moment de notre passage dans la vie active avec ces grands événements dont la résonnance devait marquer notre mémoire. Pour ma part, j'ai toujours préféré les époques riches aux périodes creuses. Est-il présomptueux d'ajouter que c'est un peu dans cet esprit que nous sommes entrés dans la carrière, qui s'apparentait alors davantage à une grande famille qu'à je ne sais quelle société à responsabilité de plus en plus limitée.

Mais ce qui, plus que tout, soutenait notre élan, c'était l'étendue même des tâches qui attendaient la diplomatie suisse après les années d'hibernation forcée qu'elle venait de traverser et dont elle se sortait assez laborieusement. Un problème allait bientôt dominer tous les autres : l'affermissement, voire le réajustement de notre place dans l'Europe nouvelle. Ce sera le mérite historique de ceux à qui échet le redoutable honneur de conduire notre politique étrangère à travers cette passe délicate entre toutes. Le nom de l'homme d'Etat avisé que fut Max Petitpierre s'impose à notre reconnaissance. Ce fut notamment grâce à lui, à son ascendant que fut pris le tournant décisif.

Il faut reconnaître que l'opinion publique, encore toute secouée par la conflagration et ses suites incertaines, se montra compréhensive, voire consentante. Il apparut même qu'on allait en finir avec une conception surannée, négative et étroitement égoïste de la neutralité, trop longtemps considérée comme un abri, un alibi, quand ce n'était pas un fétiche.

Mais une claire vision des choses n'était pas tout. Il fallut aussi de la part de nos dirigeants d'alors un réel courage politique pour associer la Suisse à l'effort mutuel de reconstruction de l'Europe, qui faute d'avoir pu se réaliser dans ses limites géographiques, dut être confiné dans celles de la liberté. Il fallut en

effet braver les intimidations mal déguisées de l'impérialisme totalitaire, qui avait pénétré jusqu'au cœur même du continent et tenait en otages quelques-unes des plus vieilles nations d'Europe. Nos compatriotes furent très sensibles à cette nouvelle et, hélas ! permanente menace. A en juger par les réactions d'une opinion alors soudée sur l'essentiel, il sautait aux yeux et aux esprits que la Suisse partage avec l'Occident une communauté de destin, adhérant aux mêmes valeurs, nourrissant les mêmes conceptions sur les rapports entre l'homme et la société, l'économie de marché, ainsi que devoirs des pays industrialisés envers ceux dont l'accession précipitée et quasi générale à l'indépendance avait pris une dangereuse avance sur leur propre développement, notamment économique.

Toutes ces données étaient, quoi qu'on en pense aujourd'hui, passablement nouvelles pour la diplomatie suisse. Elles ouvraient à coup sûr devant elle un vaste champ d'activités. Mais, est-ce à dire qu'en tissant ses réseaux sur toute la surface du globe et en diversifiant des tâches au maximum, est-ce à dire que notre système diplomatique - je ne parle ici que de celui qui œuvre sur le terrain - ait gagné pour autant en responsabilité ? La réponse, comme on dit, n'est pas évidente. Il faut naturellement se garder de toute réaction d'humeur ainsi que de vaines récriminations contre l'inévitable évolution des choses, des idées et des techniques, au nombre desquelles figure en bonne place des progrès saisissants dans les télécommunications internationales. La diplomatie ambulatoire aura fait le reste. Il nous a bien fallu à notre tour sacrifier à cette pratique devenue universelle. Mais alors des questions se posent. D'abord celle de savoir si l'action diplomatique comme telle y gagne en efficacité, en continuité et en force de conviction. De bons esprits répondront que c'est là avant tout affaire de méthode et de métier, en un mot, de professionnalisme. Un autre aspect des choses, tout à fait fondamental, nous conduit à nous interroger sur ce que sont encore et le rôle et la mission propres du service travaillant à l'extérieur. Si le fameux dialogue avec les postes est davantage qu'une formule généreuse, il serait urgent d'accorder à ce thème très actuel la considération - dans tous les sens du mot - qu'il mérite. En attendant, les questions que l'on se pose dans les ambassades font nettement apparaître le besoin d'une information aussi substantielle et rapide que possible, et à tout le moins préalable, sur des questions qui concernent directement leur domaine.

Voilà, diront certains, un langage bien sévère pour le cadre amical et détendu de cette soirée annuelle. Mais, n'est-ce pas d'abord entre amis que l'on se doit d'éviter toute complaisance ? Soyez en tous cas assurés que mon propos ne reflète pas la moindre rancœur personnelle, tout juste un petit zeste de libre parole. Mais, ce que j'ai voulu avant tout c'est, dans un ultime geste confraternel, prêter un court instant ma voix à des collègues encore dans la course et à qui, je le sais, il arrive de temps à autre de s'interroger sur le sens de leur mission et sur leur part de responsabilité dans le processus d'élaboration de la politique étrangère suisse.

Quant à moi, je voudrais, une toute dernière fois, Monsieur le Président de la Confédération, Madame, vous remercier de la confiance que vous nous avez témoignée tout au long de notre conjointe mission dans un pays et dans une ville qui vous sont également cher et à ce poste que tout le monde, je veux le croire, s'accorde à trouver fascinant et prestigieux.

Pour le reste, je dirais simplement que j'aime le bruit fort et doux que font les vagues en se retirant des grèves. J'aime ce qui finit.

François de Ziegler
ancien ambassadeur

(Suite et fin de la page 17)

« A long terme, les économies réalisées par la Confédération avec cette nouvelle maison d'appartements de service seront considérables, même s'il est difficile d'articuler un chiffre », déclare le chancelier de l'ambassade de Suisse à Tokyo.

Le budget de 5,8 mio de frs risque d'être légèrement dépassé en raison de la différence du taux des changes. Celui-ci avait été calculé sur une base de 95 centimes pour 100 yens, contre 1,05 fr pour cent yens aujourd'hui. Mais l'ambassade essaie de respecter les limites budgétaires en faisant, par exemple, l'économie d'un ascenseur, prévu à l'origine et qui a été supprimé ensuite.

M. Roger Bär, ambassadeur de Suisse à Brasilia vient d'être nommé à Tokyo.

700^e anniversaire : le Conseil fédéral nomme un groupe de réflexion

Sur mandat du Conseil fédéral, le département de l'économie publique (DFEP) a constitué un « groupe de réflexion » chargé d'élaborer d'ici la fin 1987 un projet de « manifestations dignes et mémorables » pour fêter le 700^e anniversaire de la Confédération. Présidé par le professeur fribourgeois Urs Altermatt, le groupe comprend 14 personnalités dont le directeur de la Télévision romande Guillaume Chenevière et l'ancienne conseillère nationale Gabrielle Nanchen (VS).

Le 26 avril dernier, les cantons de Suisse centrale ont clairement refusé une exposition centralisée. Le Conseil fédéral estime néanmoins que le 700^e anniversaire de la Confédération doit faire l'objet d'une célébration aussi tournée vers l'avenir. « Elle doit être de courte durée, mais laisser un souvenir mémorable ».

Les manifestations centrales se dérouleront dans la commune de Schwyz, conformément à la tradition, et trouveront leur point culminant le 1^{er} août 1991. Quant à la « Voie suisse » autour du lac d'Uri, dont la réalisation incombe aux cantons, elle se fera en référence à la célébration du 700^e anniversaire. Diverses activités auront encore lieu dans l'ensemble du pays, mais des organisations locales en assumeront la responsabilité.

Le secrétariat du groupe de réflexion est assuré par l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (Ofiamt) et la liaison avec le DFEP par M. Rudolf Vögeli, sous-directeur de l'Ofiamt.